
L'échiquier politique palestinien après les élections

Ali Jarbawi

Les élections pour la présidence de l'Autorité nationale palestinienne (ANP) et le Conseil législatif palestinien, ont eu une issue plutôt satisfaisante, avec l'élection de Yasser Arafat comme président à une écrasante majorité. C'est aussi la première fois qu'un conseil palestinien représentatif est élu en Palestine. Cet événement a des implications politiques profondes, notamment en raison du taux élevé de participation (+ de 70% en Cisjordanie et 80% à Gaza) malgré l'appel de l'opposition au boycott.

Les raisons de cette participation importante sont nombreuses et révèlent deux aspects significatifs.

D'abord elle indique que les Palestiniens acceptent généralement le processus de paix en cours en Cisjordanie et à Gaza et qu'ils ont donné à Arafat un large mandat pour continuer de le négocier vers l'établissement d'un Etat palestinien. A la lumière des difficultés de vie sous l'occupation et l'expansion vertigineuse des implantations sur leur terre, la demande des Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza constitue la solution minimum acceptable et n'est pas contingente des demandes maximalistes des Palestiniens de l'extérieur. La libération de toute la Palestine représente pour les Palestiniens occupés en 1967 une fin et non un commencement.

Un début acceptable pour eux est la fin de l'occupation, sinon immédiatement du moins par étapes. C'est pourquoi, il est important et significatif que le soutien permanent des Palestiniens au processus de paix "par étapes" soit placé dans ce contexte.

Tout progrès quelque limité qu'il soit est considéré comme une amélioration de la situation et implique un bénéfice pour l'avenir des

Eté 1996

Palestiniens. C'est pourquoi le processus de paix ne doit pas être interrompu car c'est dans sa poursuite que réside la chance de paix.

C'est dans ce contexte que pendant la campagne électorale, beaucoup de candidats ont utilisé des slogans selon lesquels l'Etat palestinien était au coin de la rue. La plupart ne se sont pas occupés des problèmes locaux mais se sont polarisés sur l'objectif suprême et glorieux de la Libération et de l'Indépendance.

La seconde implication de la participation élevée ne peut être expliquée comme un rejet, par une grande majorité des habitants de Cisjordanie et de Gaza, de la logique de la tenue d'élections par des partis opposés. En réalité, elle peut aussi être interprétée comme un référendum populaire sur la position de l'opposition en général.

Si les factions opposées avaient vraiment rejeté les élections, et contre le but d'appeler le peuple au boycott total, elles seraient apparues comme recevant le soutien de tous les votants éligibles qui n'ont pas voté; et ne supportant pas les effets négatifs d'une participation élevée.

En appelant au boycott toutefois, l'influence des groupes d'opposition sur le Palestinien moyen a été mise en cause; ils devront donc sérieusement repenser leur programme politique.

En dépit des doutes qui pèsent sur la crédibilité des élections, les résultats ont été jugés corrects aussi bien localement que par des observateurs internationaux. De nombreux analystes politiques se sont hâtés de considérer que ces élections avaient réussi à faire passer le peuple palestinien dans une nouvelle ère historique. S'il est vrai qu'elles ont marqué la fin d'une époque, je ne suis pas si sûr qu'elles nous aient fait automatiquement accéder à une nouvelle.

Le nouveau paysage politique commencera en fait avec la fin des négociations sur le statut final et de nouvelles élections générales. Entre ces deux élections, il s'agit plutôt d'une période intérimaire. C'est pendant cette période que le système politique évoluera, de celui qui existait dans la diaspora — et la mentalité qui l'accompagnait — vers celui qui régnera en Palestine. Bien que les caractéristiques de ce nouveau système ne soient pas encore définies, quatre traits principaux émergent qui auront une influence significative sur la vie politique palestinienne notamment sur la nouvelle configuration politique.

1) Le centre de la vie politique palestinienne se déplacera de l'étranger vers la Palestine. L'ANP et le Conseil élu occuperont une place de plus en plus importante tandis que l'OLP et le CNP vont perdre de leur influence en fait, sinon nécessairement en théorie. Cette transition du pouvoir central de l'étranger vers l'intérieur amènera une reconfiguration des bases du processus politique à partir de la réalité et des contraintes de la vie à l'intérieur de la Palestine.

Même si le discours politique palestinien n'abandonne pas les questions épineuses et non résolues, comme le sort des réfugiés, cette fidélité n'est plus apte à se traduire dans aucune forme politique à l'étranger. Sur la base de cette nouvelle réalité, tous les mouvements politiques qui voudront jouer un rôle doivent pleinement réaliser les implications de cette évolution du pouvoir et se réorganiser sur ces nouvelles données.

2) La fin de l'efficacité des formules qui ont animé l'action politique palestinienne pendant les trente dernières années et qui ont émergé et se sont développées à partir de la libération nationale en dehors de la Palestine. La réunion des divisions sous le "parapluie" de l'unité nationale et la répartition des postes selon un quota politique et les intérêts des différentes tendances ont permis de garder intact l'équilibre du pouvoir.

Ce refus délibéré de laisser la grande majorité du peuple palestinien participer à aucun de ces rendez-vous politiques ne représente plus un moyen viable d'organiser la vie politique.

Les nouvelles réalités ont ainsi commencé à paver la voie pour une nouvelle politique dynamique, basé sur le refus latent, encore timide chez les Palestiniens, de permettre aux factions politiques d'imposer au peuple leurs idéaux et leurs critères. A cette ancienne suffisance, s'oppose l'exigence pour la démocratie, l'égalité, la responsabilité, le respect de la loi au sein d'un système parlementaire élu qui permette aux individus d'exprimer leurs opinions et points de vue politiques.

3) La conduite des affaires politiques a changé le déplacement du centre du pouvoir politique de l'"extérieur" vers l'"intérieur" et fait évoluer la politique de la lutte pour la réalisation "des grands objectifs palestiniens" à l'acceptation du lent mouvement vers la réalisation de demandes supplémentaires même si on n'en est pas tout à fait conscient aujourd'hui.

On pourrait dire que l'on passe du stade de la "révolution" pour établir les droits légitimes nationaux de tous les Palestiniens et sur toute la Palestine, au stade de l'acceptation de l'édification d'une identité nationale sur seulement une partie de la Palestine.

Cette phase transitoire par quelque moyen qu'on puisse l'expliquer ou la justifier, est un processus particulièrement douloureux, complexe et difficile. L'âme collective palestinienne souffre de schizophrénie: elle est nourrie au double langage contradictoire du discours qui continue d'employer l'ancien style et les anciens slogans révolutionnaires, tandis que le peuple essaie d'établir une identité nationale, malgré l'occupation israélienne et la réalité de ce qu'ils vivent. On espère que ces troubles diminueront pendant ces années de transition. Simultanément la position politique palestinienne trouvera comment répondre aux restrictions opposées à son nationalisme.

4) L'arène politique changera la structure de la révolution, ses bases et le type de structure qu'elle engendrait ont atteint leur fin. Il est évident que cela affectera tous les mouvements politiques sans exception. La carte politique palestinienne est en pleine évolution et les trois prochaines années promettent de nombreux changements. Les factieux et courautes, ceux qui sont passés par la "lutte armée" et la "résistance à l'occupation" vont très vite réaliser qu'ils ne peuvent plus prêcher les mêmes idéologies, et plusieurs mouvements vont se dissoudre n'ayant plus d'idéologie crédible à laquelle se raccrocher. Cette période verra l'improvisation remplacée par des plate-formes politiques structurées. L'idéologie cédera la place à des politiques concrètes qui serviront de base aux programmes respectifs. Les récents grondements à l'intérieur des différents groupes

l'annonce clairement.

La stagnation qui a frappé la vie politique ces dernières années s'efface. On attend beaucoup du changement dans l'action politique à l'intérieur de la Palestine. On verra la carte politique de la Palestine évoluer avant la fin du siècle. Une question demeure: comment réagiront les différents mouvements à ces promesses de changement?

Dynamisme et immobilisme dans le mouvement islamique

Il existe deux mouvements politiques islamiques dans l'arène politique: le Hamas et le Jihad islamique. Créé à la fin des années 70, le Jihad a adhéré à une idéologie islamique et pourtant nationaliste contre l'occupation.

Depuis le début des années 80, le Jihad islamique a gagné beaucoup de respect parmi les Palestiniens pour ses opérations contre les Israéliens. Le secret qui entoure le mouvement et son idéologie n'a pas conduit à grossir ses rangs en dépit de l'estime dont il bénéficie. Le Jihad islamique est évidemment opposé aux accords d'Oslo. Il a rejoint les dix groupes d'opposition et a surtout conduit des actions militaires qui ont fait de nombreux morts israéliens qui embarrassent l'Autorité palestinienne. Toutefois, son état major situé à l'étranger, le combat politique dans la hiérarchie de l'organisation, les difficultés logistiques qui émergent des récentes mesures restrictives de sécurité de l'Autorité palestinienne et enfin l'assassinat du secrétaire général du Jihad, Dr Fathi Shiqaqi sont les principaux facteurs qui ont maintenu l'impact et l'influence de ce groupe limité en nombre. Si la base de soutien est sable, l'espace qu'il occupe sur la carte politique reste modeste.

Pendant la phase de transition de l'"idéologie" vers la "politique", la poursuite de la lutte armée contre les Israéliens devra connaître une pause. Si le Jihad islamique reste engagé dans son idéologie, il se trouvera de plus en plus isolé et verra sa capacité à influencer la politique diminuer également. Cela ne veut pas dire qu'il risque de perdre son soutien traditionnel à la base, notamment à Gaza. La formation d'un parti politique comme certains de ses membres l'ont annoncé n'opérera pas un changement de sa situation actuelle. Pas plus que la décision du Jihad de permettre à ses membres de se présenter aux élections locales et municipales ne lui apportera davantage de poids sur l'échiquier politique.

Pour ce qui est du Hamas la situation est complètement différente: c'est un mouvement avec une large base populaire. Il possède des relais dans toute la Palestine et fait preuve d'une souplesse idéologique notoire et de pragmatisme politique. C'est pour ces raisons qu'Hamas a un impact fort sur le cours de la vie politique palestinienne.

Pendant la phase intérimaire, le mouvement continuera de conserver sa base populaire et cimentera sa présence sur le terrain, mais accroîtra son influence sur le jeu politique.

Hamas est le principal rival du Fatah et un concurrent de taille pour le pouvoir. Il ne peut donc être sous-estimé car il est possible que ses méthodes opérationnelles lui permettent de séduire davantage dans l'avenir, en dépit de ce qui est arrivé récemment, car le terrain pour son message est encore fertile.

Le mouvement est issu de la mouvance des Frères musulmans au début de l'Intifada. Hamas est né pour pallier aux manques du Mouvement islamique en Palestine qui était le résultat du défaut d'entente entre la doctrine idéologique et religieuse d'une part et le nationalisme de l'autre: la répugnance à résister et à s'opposer par la force à l'occupation face au choix de prêcher des conditions idéales pour établir un Etat islamique. Cette attitude eut un effet négatif sur le mouvement islamique aux yeux de la plupart des Palestiniens et l'empêcha de fortifier sa légitimité politique.

Avec la formation du Hamas et sa déclaration de résistance active à l'occupation, le Mouvement islamique entra dans une nouvelle ère et fut capable de combler le fossé entre la doctrine et les considérations nationalistes.

Le Mouvement prit bientôt une place notable dans l'arène politique à partir de deux grands principes: le projet islamique ne peut réussir qu'en mettant fin à l'occupation et la société sera changée grâce à l'action d'un vaste réseau uni d'organisations. Très rapidement après avoir rejoint l'Intifada, Hamas devint une force politique majeure rivalisant avec les autres factions de l'OLP, notamment le Fatah.

Bien que la position dure du Hamas ait prévalu pendant les négociations israélo-palestiniennes et l'établissement de l'Autorité palestinienne à Gaza et qu'il tentait, par ses opérations armées, de consolider ses positions et d'embarrasser l'Autorité palestinienne qui étendait son contrôle sur Gaza et les villes de Cisjordanie, sa situation devenait de moins en moins tenable.

En restant fidèle à son idéologie, la lutte contre l'occupation, Hamas s'est heurté de front avec l'Autorité palestinienne et s'est indirectement attiré la colère de la plupart des Palestiniens qui souffrent terriblement des bouclages israéliens et de la récession économique, spécialement à Gaza. Le mouvement a donc commencé à manquer de soutien populaire et son réseau en Palestine est menacé. Hamas est aussi confronté au même dilemme que le Mouvement islamique au début de l'Intifada. Il lui faut nécessairement trouver une harmonie entre son discours idéologique, sa position politique et les réalités sans trop se compromettre pour ne pas perdre sa crédibilité qui lui a permis d'occuper la place importante qui est la sienne dans l'espace politique.

Hamas s'est remis en cause sur cette équation nécessaire pour restaurer cette harmonie dans son message politique et maintenir l'équilibre en son sein et dans ses actions, avec des leaders éparpillés en Palestine et à l'étranger. Dans ces débats émergèrent diverses approches fondées sur la dialectique entre le militaire et le politique, les branches modérées et les militantes. Il est intéressant de relever à cet égard que la branche politique à Gaza devint la plus pragmatique et la plus tolérante vis-à-vis de l'ANP.

Cette branche commença à entretenir une relation stable avec l'Autorité palestinienne fondée sur la réalité à Gaza et en Cisjordanie. De nombreuses discussions eurent lieu entre les deux parties en Palestine et à l'étranger qui ont abouti à desserrer la tension et à maintenir la communication.

Quand les élections approchèrent, Hamas annonça son opposition à participer et appela au boycott sans pour autant les déclarer interdites au regard de la religion (*haram*). Malgré cette position, la branche pragmatique du mouvement continua de travailler sur une reformulation de sa position politique, ce qui fut clair au moment des élections.

D'abord la création du parti islamique du salut par quelques membres du mouvement et des sympathisants a été une indication. Bien que sa relation avec Hamas soit trouble et qu'il n'ait pas participé aux élections, cela laisse deviner la direction que les pragmatiques ont donnée à leur mouvement. Il ne faut pas oublier que les relations du Hamas avec le mouvement islamique (les Frères musulmans) furent aussi troubles pendant des mois jusqu'à la Convention du Hamas à l'été 1988.

Ensuite, certains leaders ont envisagé de participer comme candidats aux élections avant de décider de les boycotter. Enfin, un certain nombre d'anciens membres du Hamas ou de sympathisants se sont présentés et ont remporté plusieurs sièges au PLC. Hamas aurait soutenu indirectement ces candidats pour montrer son pouvoir et envoyer un message à l'Autorité palestinienne sur la direction qu'il prenait.

En tous cas, Hamas ne pouvait participer aux élections sous peine de gravement compromettre sa crédibilité et de prendre le risque d'exploser. Opposé aux accords d'Oslo et membre de l'alliance des Dix, il prône que toute la terre de Palestine appartient au *waqf* islamique (héritage religieux) et que par conséquent il ne doit pas renoncer à un pouce de cette terre. C'est ce qui fonde ses opérations militaires contre les Israéliens. Dans le même temps, il ne pouvait s'abstenir de laisser passer les élections sans envoyer un message clair à l'establishment politique palestinien. C'est ce que les pragmatiques ont fait en participant d'une façon officieuse et limitée, ce qui fut parfaitement réussi.

La tension s'accrut au sein du mouvement, les militants craignaient que les "pragmatiques" ne ramènent Hamas dans le sillage de Arafat, l'état-major craignant que l'absence aux élections qui ont été un succès diminue son influence, avec en toile de fond l'assassinat par les Israéliens de Yahya Ayyash "l'ingénieur". Ce sont tous ces facteurs qui amenèrent la vague d'attentats-suicides contre les Israéliens, ce qui provoqua immédiatement une rupture dans les relations ébauchées entre Hamas et l'Autorité nationale palestinienne et la vague d'arrestations contre les membres du Hamas (notamment de la branche politique). Il semble que sous la pression d'Israël, Arafat ait abandonné la stratégie subtile qu'il avait adoptée pour "émasculer" le mouvement "en douceur".

A la suite de ces attentats, Hamas est actuellement la cible d'une campagne destinée à l'anéantir comme force politique. Mais on peut supposer que cette série d'attentats a été une déviation de la part des pragmatiques. Après la rupture, si l'Autorité palestinienne relâche sa pression sur Hamas, le dialogue pourrait reprendre.

De l'extérieur, on a pu croire que les attentats-suicides allaient séparer définitivement Hamas de l'Autorité palestinienne, mais en fait cela a sans doute été le lourd mais nécessaire tribut à payer pour faire passer Hamas de l'opposition interne à l'opposition externe, et pour l'établissement d'une réconciliation durable entre les composantes nationales et religieuses de la société politique palestinienne.

La position dont le mouvement ou le parti qui représente ses intérêts bénéficieront sur la carte politique sera déterminée par plusieurs facteurs dont le plus important est l'aveur du Fatah et le statut de la gauche palestinienne.

Le Fatah dans la nouvelle configuration politique

Pendant plus de trente ans, le Fatah a servi de colonne vertébrale au mouvement national palestinien et son leader, Yasser Arafat, a été un symbole. Pendant tout ce temps, il a maintenu sa position comme le plus populaire et le plus influent tout en surmontant de nombreuses difficultés, dont de graves fractures dans ses rangs.

Il est intéressant de souligner que toutes les réalisations du Fatah se sont faites en dépit d'une organisation relâchée, d'une idéologie confuse et d'une structure sans discipline. En fait le pouvoir du Fatah vient de sa souplesse et de son ouverture tant en ce qui concerne l'idéologie et l'organisation que les structures. Il a toujours accueilli les différences de vues et d'opinions même au risque de conflits et de déchirements internes.

Le débat interne a souvent reflété le débat politique en amplifiant quelquefois l'acuité et le sérieux. Depuis le début, le Fatah a exprimé la société palestinienne avec ses opinions et ses contradictions.

Le Fatah a été capable, à travers Yasser Arafat en tant que président du Comité exécutif de l'OLP depuis 1969, de pénétrer l'OLP et de participer largement au contrôle de la mission de l'organisation. Comme l'état-major politique et militaire était basé à l'étranger, le Fatah de la diaspora devint *de facto* représentatif d'une sorte d'"autorité des émigrés", pendant que le Fatah en Palestine dont la structure se mit en place à la fin des années 70, était essentiellement dépendant du mouvement de l'étranger.

Après les accords d'Oslo et l'arrivée de l'Autorité palestinienne, de nombreux membres du parti et de l'état-major sont arrivés en Palestine qui est devenue le centre de la vie politique.

La gauche palestinienne: le temps de la reconstruction

Depuis 1967 jusqu'à aujourd'hui, la gauche palestinienne (à l'exception du parti communiste) à travers son idéologie, ses orientations

Été 1996

politiques et son attitude globale a largement incarné la fragmentation de la vie politique palestinienne qui a continuellement souffert de cette situation. Tout s'est passé comme si elle avait été incapable de se doter d'une image positive dans la société digne de la place qu'elle occupait sur l'échiquier politique. Une des raisons de cette situation paradoxale, qu'on trouve dans d'autres pays du tiers monde, tient au dédain et à l'indifférence que la grande majorité des groupes de gauche affichaient pour les problèmes concrets de la vie quotidienne. Ils s'en tenaient à des approches théoriques auxquelles la grande majorité du peuple était totalement réfractaire.

Du point de vue idéologique, au lendemain de l'humiliante défaite de 1967, la plupart rallièrent les thèses marxistes qui, en ces temps de guerre froide, présentaient un attrait irrésistible pour tant d'hommes du tiers monde. Ce ralliement fût très rapide alors que la société palestinienne n'était ni prête ni préparée à aller dans cette direction. Cette brusque inflexion vers le marxisme eut aussi pour effet de réduire la place de la gauche sur la carte politique et de permettre au Fatah d'occuper de nouveaux espaces d'autant plus aisément qu'il devenait le seul mouvement à défendre une idéologie qui n'était pas perçue comme étrangère. C'est dans un tel contexte qu'on peut voir à quel point l'évolution du FPLP, du nationalisme au marxisme, fût une des plus graves erreurs tactiques qui aient affecté la vie politique palestinienne contemporaine. L'audience acquise par Hamas dans des cercles plutôt séculiers souligne bien aussi l'échec de la gauche qui n'a pas su offrir une crédible alternative de société.

Cela conduit sur ce point à faire trois observations. En adoptant le marxisme, les groupes de gauche se sont fait à l'idée qu'ils ne pourraient plus être que dans l'opposition. Ils se sont ainsi résignés à se retirer de la lutte pour le pouvoir au sein de l'OLP d'abord, dans les structures de l'Autorité palestinienne ensuite. Dès lors ce qui comptait était le rôle politique à jouer notamment vis-à-vis des nationalistes et non pas le débat sur les problèmes du terrain. Enfin, l'attachement dogmatique de beaucoup au marxisme en dépit des énormes changements qui se produisaient comme leur refus de s'adapter aux évolutions locales ont achevé de les couper des principaux courants de réflexion qui ont traversé la société palestinienne. Cela a été particulièrement flagrant quand le cœur de la vie politique palestinienne s'est transportée en Palestine: les leaders n'ont rien compris aux changements décisifs qui s'opéraient alors.

On pourrait faire des observations analogues à propos de leur pratiques. Il y a ainsi un frappant contraste entre leur discours et leurs comportements sur le plan social et économique. De même, leur division n'a aucun sens puisqu'en définitive ils ont la même doctrine; au lieu de rechercher une unité qui leur donnerait sans doute une meilleure audience, ils continuent à se combattre les uns les autres. L'important pour chacun semble être de montrer d'abord ses différences: le résultat est qu'ils ont une image négative dans l'opinion palestinienne.

Dans de telles conditions, face au Fatah qui maîtrise le jeu politique et fixe les grandes orientations, ils ne sont capables que de s'opposer

bruyamment ou au contraire de suivre sans proposer, et toujours avec un moment de retard. Nous en sommes même arrivés à un point tel, que l'on peut dire que les organisations de gauche sont aujourd'hui sur leur lit de mort. Leurs structures sont sans doute intactes mais elles n'ont aucune prise sur le réel.

Aujourd'hui, la gauche doit donc se transformer pour s'adapter aux changements consécutifs aux accords de paix.

Les élections législatives de janvier leur avaient pourtant donné une chance de retrouver l'action politique. S'ils avaient constitué des listes communes, ils auraient pu préparer leur retour dans les nouvelles configurations qui se dessinent. Ce n'est malheureusement pas ce qui s'est produit. En refusant d'y participer, le FDLP et FPLP se sont eux-mêmes complètement marginalisés. Quant au Parti du peuple qui avait choisi d'être présent, il n'a remporté aucun siège. Et l'unique siège obtenu par le FIDA, il le doit d'abord à son alliance avec le Fatah et ne peut donc plus être considéré comme une organisation de gauche.

L'avenir est donc sombre pour la gauche: le FIDA sera certainement bientôt avalé, le FPLP et FDLP continuent de s'affaiblir dans de multiples luttes internes. Et ce n'est pas le retour annoncé des grands leaders qui, à ce jour, sont encore à l'extérieur qui pourra changer grand chose à cet état de fait.

Pour l'équilibre même du jeu politique palestinien, une gauche nouvelle doit prendre forme. L'espace politique nécessaire existe. Il est urgent que des initiatives importantes soient prises en ce sens. C'est non seulement indispensable pour la gauche elle-même mais aussi pour les autres formations existantes afin qu'un véritable débat politique puisse se tenir.

(Traduit de l'anglais par Bénédicte Müller et Jean-Paul Chagnollaud).

Ali Jarbawi est professeur à l'Université de Bir Zeit.